

République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

BULLETIN DES PRIX

Août 2026

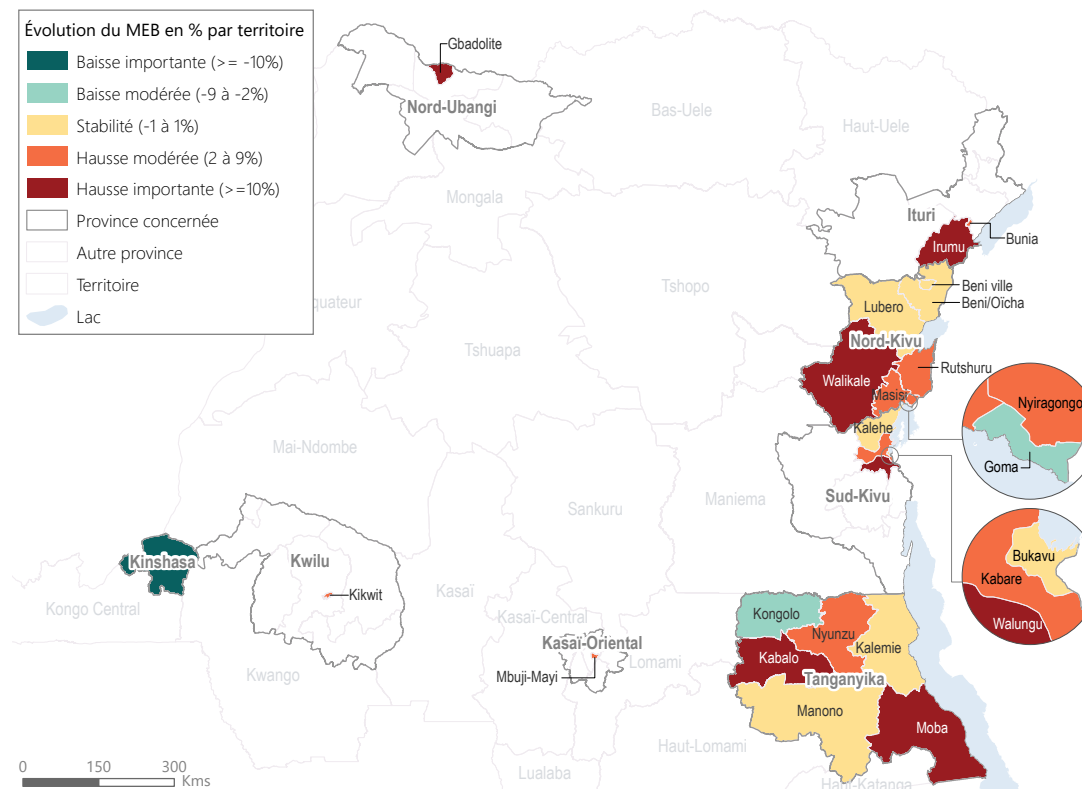
INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le [Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par territoire



25	Organisations partenaires
86	Marchés évalués
1,345	Commerçants enquêtés
74%	Femmes commerçantes
14	Produits évalués ²
Du 13 août au 2 septembre	
Dates de collecte	

Coût médian du MEB

396'005 FC

172,18 USD³

- 8'935 FC ▼ -2%

Minimum : 287'101 FC

Maximum : 991'211 FC

Taux de change

Officiel

1 USD = 2'257 FC ▶ 0%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = 2'300 FC ▶ 0%

MESSAGES CLÉS

- Le **coût médian du MEB**, calculé sur l'ensemble des marchés évalués, **a diminué de 2% entre juillet et août**. Il s'élevait à 396'005 francs congolais (FC) et variait de 287'101 FC au marché central de Nyunzu (Tanganyika) à 991'211 FC au marché Hombo dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu).
- À Beni**, le **coût médian du MEB** poursuit sa légère baisse mais **reste nettement supérieur à son niveau pré-épidémique** : après un deuxième mois consécutif de diminution, il restait environ 20% plus élevé qu'en mai. Le panier alimentaire demeurerait particulièrement élevé (+37% par rapport à mai), tandis que le prix médian du combustible a plus que doublé entre juillet et août.
- À Bunia**, les prix alimentaires semblent se stabiliser après les hausses observées au début de l'épidémie, malgré une **volatilité persistante entre les marchés** : le coût médian du MEB a augmenté à Hoho (+11%), Dele (+2%) et Yambi-Yaya (+1%) entre juillet et août, mais diminué à Abattoir (-2%). **Les prix de plusieurs produits alimentaires de base observés en août étaient toutefois proches des niveaux pré-épidémiques** relevés à Abattoir en avril.
- La fonctionnalité des marchés de Bunia s'est améliorée en août** : Abattoir est passé de graves problèmes de fonctionnalité à une fonctionnalité limitée et Yambi-Yaya d'une fonctionnalité limitée à complète. Les contraintes d'accessibilité et les difficultés financières des clients rapportées en juillet n'étaient notamment plus signalées en août sur ces marchés.
- À Gbadolite**, une **forte hausse des prix alimentaires a entraîné une augmentation de 16% du coût médian du MEB** : le coût du panier alimentaire a augmenté de 23% entre juillet et août, notamment sous l'effet d'une hausse de 43% du prix des haricots. Les commerçants concernés associaient les hausses de prix à la **baisse saisonnière de la production** et à la **détérioration des conditions de circulation**.
- Des contraintes importantes de fonctionnalité persistaient dans plusieurs marchés de l'est de la RDC** : à Minova, la détérioration de l'accessibilité sécuritaire et de la résilience des circuits d'approvisionnement a entraîné une baisse de la fonctionnalité en août. Dans les territoires de **Lubero** et **Masisi**, de graves problèmes persistaient sur cinq marchés évalués, avec notamment d'importantes contraintes sécuritaires à Lubero, où les commerçants interrogés signalaient des préoccupations liées principalement aux pillages et aux vols.

MEB

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

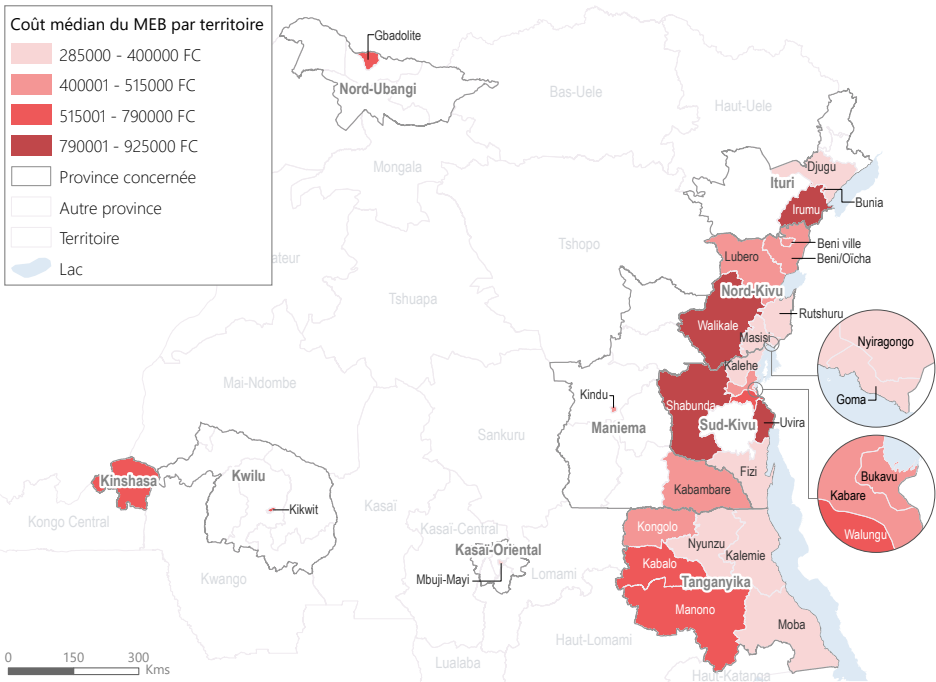
Articles alimentaires	Qté/ménage/mois
Farine de maïs	45 kg
Farine de manioc	45 kg
Haricots	32,4 kg
Huile	3,96 L
Sel	0,9 kg

Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	Qté/ménage/mois
Savon vaisselle/lessive en barre (200 g)	6 pièces
Savon de bain en barre (250 g)	6 pièces
Combustible (braise, charbon, bois)	10 kg

Articles ménagers essentiels (AME) ⁴	Qté/ménage/an
Natte deux places	3 pièces
Pagne 100% coton	1 pièce
Couverture 2 places	3 pièces
Bidon en plastique de 20L	1 pièce
Lampe solaire ou à pile	2 pièce
Seau de 20L avec couvercle	1 pièce
Articles essentiels de cuisine ⁵	1 kit (42,72 USD)

Autres dépenses ⁶	Type de dépenses	Coût mensuel ⁷
Santé	Soins primaires et secondaires et santé sexuelle et reproductive	8,33 USD
Éducation	Kits, uniformes et frais indirects	16,67 USD
Abri	Entretien du logement	20 USD

Coût médian du MEB par territoire



Tendances principales

• **Diminution du coût médian du MEB dans les marchés de Beni (Nord-Kivu):** Aux marchés de Kilokwa et de Mayangose, le coût médian du MEB a légèrement diminué entre juillet et août, respectivement de 0,4% et 2,4%. Il s'agit du deuxième mois consécutif de légère baisse sur les deux marchés. Toutefois, **malgré cette tendance, le coût médian du MEB restait en août environ 20% plus élevé qu'en mai, avant le début de l'épidémie de MVE.** Ce niveau élevé était notamment porté par le coût médian du panier alimentaire, qui restait 37% supérieur à celui de mai. À titre d'exemple, le prix médian d'un kilogramme de farine de maïs atteignait 2'100 FC en août, contre 1'250 FC en mai, tandis qu'un kilogramme de haricots se vendait à 2'750 FC, contre 2'100 FC en mai. Selon plusieurs acteurs locaux, **la fermeture de la frontière avec l'Ouganda et les contraintes de circulation associées au contexte sanitaire auraient affecté les flux commerciaux habituels, exerçant ainsi une pression à la hausse sur les prix de certains produits de première nécessité**⁸. Par ailleurs, une forte augmentation du prix du combustible a été observée entre juillet et août : son prix médian a plus que doublé sur les marchés de Kilokwa et de Mayangose, passant de 717 FC/kg à 1'808 FC/kg.

• **Hausse du coût médian du MEB aux marchés Dele, Hoho et Yambi-Yaya de Bunia (Ituri) :** Le coût médian du MEB a augmenté dans trois des quatre marchés évalués à Bunia entre juillet et août. La hausse était particulièrement marquée au marché Hoho (+11%), tandis que des augmentations plus légères ont été observées aux marchés Dele (+2%) et Yambi-Yaya (+1%). À l'inverse, le coût médian du MEB a légèrement diminué au marché Abattoir (-2%). Depuis le début de l'épidémie d'Ebola, les prix semblent néanmoins s'être globalement stabilisés après les hausses initialement observées. Au marché Abattoir, seul marché suivi avant le début de l'épidémie, le coût médian du MEB en août était ainsi proche de son niveau d'avril (+2%). Des évolutions contrastées étaient toutefois observées dans les autres marchés depuis juin : le coût du MEB a augmenté de 26% à Dele et de 9% à Hoho, tandis qu'il a diminué de 17% à Yambi-Yaya. Ces tendances témoignent d'une certaine volatilité des prix entre les marchés de la ville, dans un contexte marqué par l'épidémie de MVE et les restrictions à la frontière avec l'Ouganda. Toutefois, les prix de plusieurs produits alimentaires de base observés en août sur la majorité des marchés de Bunia étaient similaires à ceux relevés en avril au marché Abattoir, avant le début de l'épidémie. Le kilogramme de farine de maïs et de farine de manioc se vendait ainsi autour de 2'000 FC, et celui de haricots autour de 2'500 FC, suggérant une relative stabilisation des prix alimentaires après les hausses observées au début de l'épidémie.

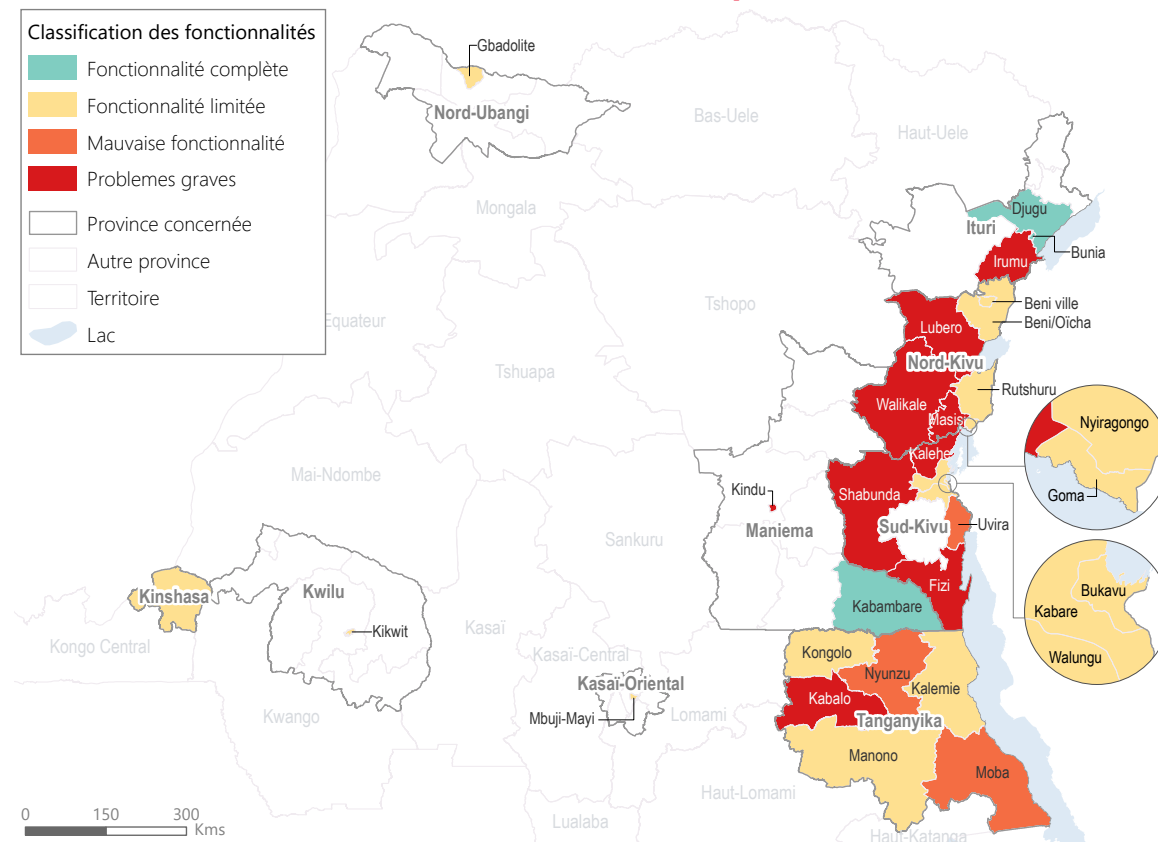
• **Forte augmentation du coût médian du MEB à Gbadolite (Nord-Ubangi):** Le coût médian du MEB a augmenté de 16% entre juillet et août au marché central de Gbadolite. Cette hausse était principalement portée par l'augmentation du coût médian du panier alimentaire (+23%), et notamment par celle du prix des haricots. Le prix médian d'un kilogramme de haricots est ainsi passé de 6'458 FC en juillet à 9'225 FC en août, soit une hausse de 43%. Parmi les six commerçants interrogés sur ce marché, trois ont rapporté une hausse des prix des produits alimentaires. Tous l'attribuaient notamment à une baisse de la production liée au changement de saison culturale (3/3) et à la détérioration des conditions de circulation liée à la saison (3/3). Des difficultés de réapprovisionnement, entraînant une disponibilité plus limitée de certains produits, ont également été rapportées (2/3).

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions⁹:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et /ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

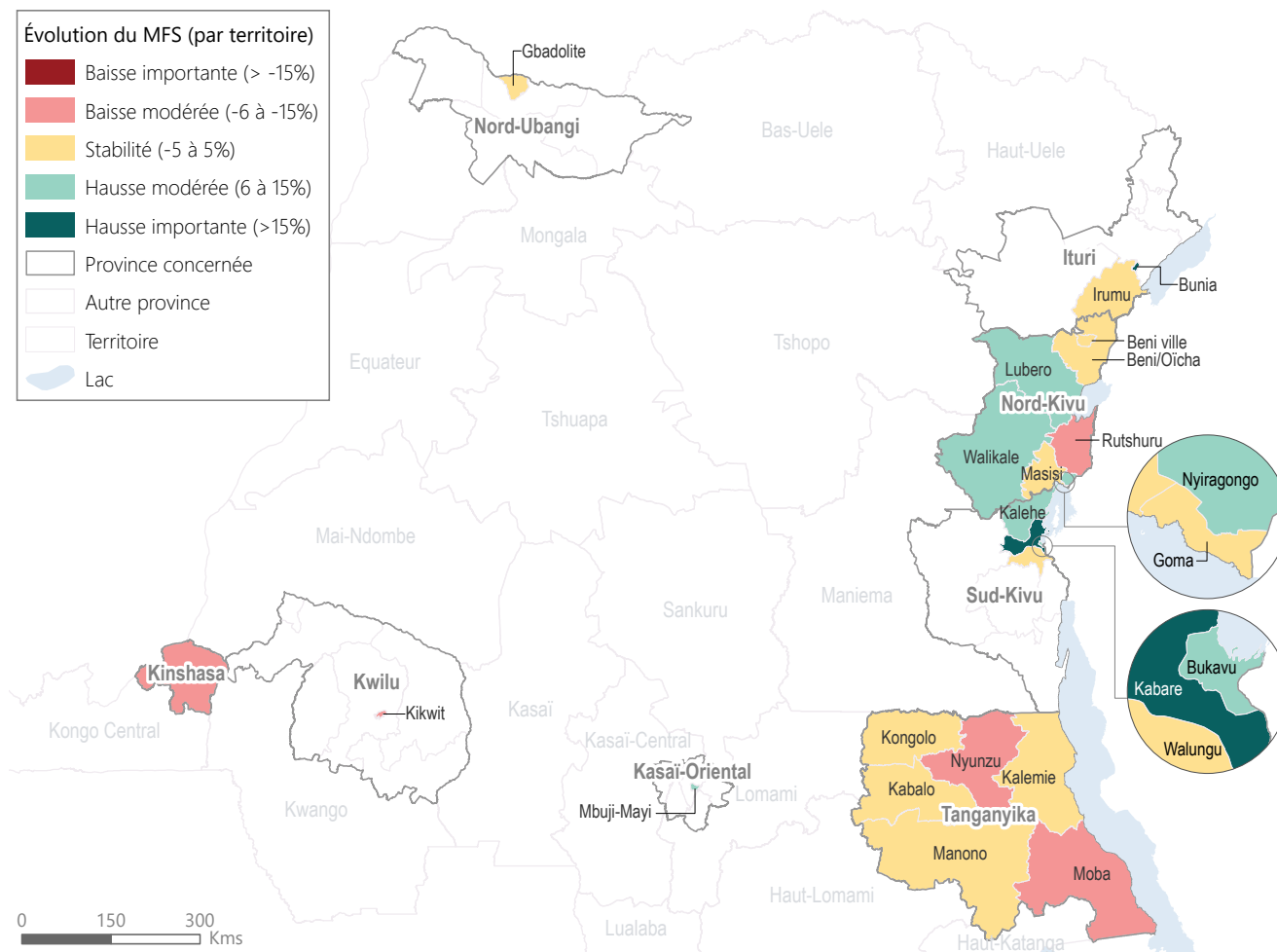
Classification de la fonctionnalité des marchés, par territoire



Classification de la fonctionnalité des marchés¹⁰

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par territoire



Tendances principales

- Amélioration de la fonctionnalité des marchés observés à Bunia en août :**
 Le marché Abattoir est passé de graves problèmes de fonctionnalité en juillet à une fonctionnalité limitée en août, tandis que le marché Yambi-Yaya est passé d'une fonctionnalité limitée à une fonctionnalité complète. Cette amélioration est particulièrement notable dans un contexte où la ville de Bunia est fortement affectée par l'épidémie d'Ebola. **Au marché Abattoir, les problèmes d'accessibilité, d'abordabilité et d'infrastructures observés en juin et juillet n'ont plus été rapportés par les commerçants interrogés en août.** En particulier, alors que des restrictions de mouvement liées au couvre-feu et des options de transport limitées pour accéder au marché étaient signalées en juillet, aucun commerçant interrogé n'a rapporté ces contraintes en août. De même, alors que 4 commerçants sur 13 signalaient en juillet des difficultés financières rencontrées par leurs clients pour accéder aux produits, aucun n'en a fait état en août. **Une amélioration similaire a été observée au marché Yambi-Yaya dans l'ensemble des dimensions de la fonctionnalité, notamment en matière d'abordabilité.** Alors qu'un tiers des commerçants interrogés (4/12) signalaient en juillet des difficultés financières limitant l'accès de leurs clients aux produits vendus, aucun commerçant n'a rapporté cette contrainte en août. L'amélioration de l'abordabilité observée sur les deux marchés intervient dans un contexte de **relative stabilisation des prix alimentaires depuis juillet**, après les hausses enregistrées depuis le début de l'épidémie.
- Nette diminution de la fonctionnalité au marché central de Minova (Sud-Kivu) :** Si le marché présentait toujours une bonne disponibilité des produits, **l'accessibilité et la résilience des circuits d'approvisionnement se sont détériorées depuis juillet.** Le marché est ainsi passé d'une fonctionnalité limitée en juillet à une **mauvaise fonctionnalité en août.** En matière d'accessibilité, seuls 3 commerçants sur 46 signalaient des **problèmes de sécurité** en juillet, contre près de la moitié des commerçants interrogés en août (10/21). Ces derniers rapportaient notamment des craintes de harcèlement (5/21), de pillage (2/21) et de violence (2/21), ainsi que des restrictions de mouvement liées au couvre-feu (1/21). En termes de résilience, **6 commerçants sur 21 ont signalé en août des difficultés à maintenir leur commerce ouvert avec des stocks suffisants**, principalement en raison de la disponibilité limitée de certains produits de base (5/21). Par ailleurs, **3 commerçants sur 21 ont déclaré dépendre d'un fournisseur unique en août**, alors qu'aucun commerçant interrogé ne rapportait cette situation en juillet.

- De graves problèmes de fonctionnalité persistaient dans les territoires de Lubero et Masisi :** Comme le mois précédent, de graves problèmes de fonctionnalité ont été observés sur plusieurs marchés dans les territoires de Lubero (2 marchés évalués sur 3 : Kagheri et Kirumba) et de Masisi (3 sur 7 : Lushebere, Marché Central et Nyabiondo), au Nord-Kivu. **Dans le territoire de Lubero, les principales contraintes concernaient l'accessibilité, l'abordabilité et les infrastructures des marchés de Kagheri et Kirumba**, tandis que la disponibilité des produits et la résilience des circuits d'approvisionnement restaient relativement bonnes. Les problèmes de sécurité constituaient notamment une contrainte importante à l'accessibilité : 27 des 33 commerçants interrogés dans les trois marchés évalués ont signalé des préoccupations sécuritaires, principalement liées à la crainte de pillages et de vols. **Dans le territoire de Masisi, les difficultés étaient particulièrement marquées à Lushebere et au Marché Central**, où des problèmes étaient observés simultanément en matière d'accessibilité, d'abordabilité, de résilience des circuits d'approvisionnement et d'infrastructures. À Nyabiondo, les principales contraintes concernaient plutôt l'abordabilité, la résilience et les infrastructures, tandis que l'accessibilité et la disponibilité des produits restant relativement bonnes.

RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement ($n=896$).



des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement ($n=708$).

3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article : (Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires ($n=372$)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible ($n=271$)	
1	Mauvais état des routes	42%	Mauvais état des routes	40%
2	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	32%	Coûts élevés du transport	30%
3	Coûts élevés du transport	30%	Insécurité	29%



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré s'approvisionner auprès d'un unique fournisseur ($n=896$).



des commerçants vendant des produits EHA ont déclaré s'approvisionner auprès d'un unique fournisseur ($n=708$).



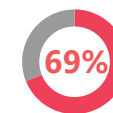
des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock durant le mois précédant la collecte de données ($n=1345$).

Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, $n=1345$)

Difficultés liées aux prix demandés par les fournisseurs	17%
Difficultés d'accès à l'argent et/ou aux liquidités pour payer les fournisseurs	15%
Indisponibilité des produits	13%

PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, $n=931$)



Le taux de change est instable	61%
Le coût de transport et/ou l'état des routes est variable	39%
La disponibilité des produits du fait de la saison culturale est variable	28%

des commerçants interrogés ne pensaient pas pouvoir prédire correctement les prix de leurs fournisseurs au cours du mois suivant la collecte de données ($n=1345$).



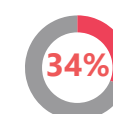
des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré que les prix de ces produits ont augmenté au cours des 30 jours précédant la collecte de données ($n=896$).



des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré que les prix de ces produits ont augmenté au cours des 30 jours précédant la collecte de données ($n=708$).

ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, $n=1345$)



De nombreux clients ne peuvent pas se permettre les articles disponibles	45%
Impossibilité pour les clients de payer avec une modalité acceptée par les commerçants	11%
Les transports publics trop chers pour des nombreux clients	10%

des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté financière pour leurs clients durant le mois précédant la collecte de données ($n=1345$).



des commerçants interrogés n'ont rapporté aucun problème de sécurité ayant affecté l'accessibilité au marché au cours du mois précédant la collecte de données ($n=1345$).

Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 7. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont prioritaires ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont prioritaires. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les

marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée.

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page 7.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

Partenaires de l'initiative :



À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/ UNOSAT).

NOTES DE FIN

1 OCHA, janvier 2026, [République Démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2026](#).

2 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Ce mois-ci, les prix des AME collectés en juillet ont été considérés.

3 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

4 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

5 Le coût des articles essentiels de cuisine, bien qu'ils fassent partie du panier AME, n'est pas collecté et reste fixe. De manière similaire aux coûts de la composante « autres dépenses », ce coût fixe mensuel a été défini par le cluster Abris/AME lors de la révision de la composition du MEB. Le coût mensuel des articles essentiels de cuisine a été estimé à 3,56 USD par mois et par ménage.

6 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration

au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été définis par les clusters concernés lors de la révision de la composition du MEB.

7 Les coûts des biens et services composant les autres dépenses ont été initialement collectés en dollars américains auprès des clusters sectoriels. Pour le calcul du MEB et afin de refléter plus fidèlement la réalité du marché local, ces coûts ont ensuite été convertis en francs congolais selon le taux de change médian utilisé par les commerçants et relevé par l'ICSM sur chaque marché mensuellement. Au niveau des zones de santé, territoires, provinces, les coûts fixes ont été convertis en francs congolais en prenant le taux de change médian pour la zone de santé, territoire ou province considérée. Ainsi, les coûts fixes pourront varier mensuellement en fonction du taux de change mesuré.

8 Pour répondre à ces questions, REACH a mené en août une enquête à distance auprès des commerçants de Beni et de Bunia, afin de mieux comprendre les effets de la fermeture de la frontière avec l'Ouganda sur les prix et la disponibilité des produits alimentaires et sanitaires. Les Termes de référence de cette évaluation sont disponibles [ici](#) et les résultats seront publiés prochainement.

9 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% au score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne

plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

10 La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension. Des scores dimensionnels très bas, peuvent ainsi entraîner des pénalités.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le [Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Juillet 2026	Base de données	
Juillet 2026	Fiche d'information	Base de données
Juin 2026	Fiche d'information	Base de données
Impact Ebola et fermeture des frontières avec l'Ouganda sur les marchés	TDR DAP	

Vous pouvez visiter notre dashboard [ici](#)

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).